

*Résultats record de Renault Ghosn trouve « logique » de gagner encore plus... et de ne pas verser d'AGS*

# *l'étincelle\**

*Intéressement contre NAO : Une prime ne fait pas un salaire*

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 31 janvier 2017

## ***Un ravalement de façade et ça repart ?***

Valls, défait aux primaires socialistes, est obligé de ravalier son arrogance. La veste électorale d'un ex-Premier ministre qui a imposé tant de mauvais coups contre le monde du travail, à commencer par la loi El Khomri, est bien méritée. Mais le PS, en choisissant Hamon comme candidat, va-t-il réussir à faire oublier que celui-ci a participé à ce gouvernement pendant deux ans ? Rien n'est moins sûr.

### ***Du neuf avec du vieux***

Hamon se présente, sans rire, comme le candidat du renouveau. Cela fait 30 ans qu'il fait sa carrière politique au PS. Il a tout accepté et défendu, y compris les 40 milliards d'euros annuels offerts sous différentes formes au patronat, sous prétexte de compétitivité.

Hamon reproche à Hollande et Valls de ne pas avoir respecté leurs promesses électorales. Lui-même n'a pas tenu plus que les autres la promesse de 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale quand il était en charge de ce ministère. Croit-il qu'on va oublier tout cela avec un peu de poudre de perlimpinpin sur le « revenu universel » ?

### ***Pour un revenu universel... à 5 000 € par mois***

D'ailleurs, qu'y a-t-il derrière cette proposition défendue par Hamon ? Une idée qui consisterait à allouer à chacun une somme fixe, indépendamment de ses autres revenus ou de tout critère social.

Cette idée est aussi défendue par certains à droite. Fillon a même commencé à l'appliquer à sa propre épouse, payée 5 000 euros à ne rien faire ! Sauf que derrière cette proposition certains voient l'occasion d'en finir avec toutes les prestations sociales et de baisser les salaires.

Surtout, Hamon ne défend rien d'autre que la résignation face au chômage de masse. Les travailleurs n'ont pas besoin de l'aumône de l'État, ils ont besoin qu'on mette un coup d'arrêt aux licenciements et aux suppressions de postes, et qu'on partage le travail entre tous. Ce qui signifierait se mobiliser pour l'imposer au patronat. Hamon se prépare-t-il à un tel rapport de force ? Certainement pas.

Le groupe Vivarte vient d'annoncer un plan de 2 000 licenciements. Que propose Hamon aux licenciés ? Toucher le maigre « revenu universel » de 750 euros... à la fin de son mandat, s'il est élu ?

L'organisation sociale capitaliste est bel est bien absurde. D'un côté, ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus longtemps. De l'autre, des millions d'entre nous sont privés d'emplois et vivent avec leurs allocations. Il faut baisser le temps de travail sans perte de salaire jusqu'à résorption totale du chômage.

### ***Non à la résignation***

Hamon n'est pas le seul à prêcher la résignation aux travailleurs. Le Pen nous veut résignés à voir le patronat faire sa loi et occupés à nous diviser entre nous. Fillon et Macron nous veulent résignés à voir les quelques limitations légales à l'exploitation disparaître. Mélenchon veut nous voir rester sagement à notre place d'électeurs, en nous contentant de l'envoyer croiser le fer nationaliste à Bruxelles. Une politique déjà testée en Grèce par son ami Tsipras : aujourd'hui, c'est ce dernier qui met en place les plans d'austérité.

Seule l'extrême gauche révolutionnaire dit qu'il faut relever la tête, en défendant des mesures essentielles au monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net et de tous les salaires d'au moins 300 euros.

C'est ce que Philippe Poutou, candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste, ouvrier de l'automobile chez Ford, défend lors de la campagne. Il ne s'amuse pas au jeu des promesses électorales et dit clairement que tout cela ne peut être obtenu que par un mouvement d'ensemble du monde du travail.

## **Conventionnelles conventions**

Avec la nouvelle année, c'est la saison de conventions. Chaque direction a droit à son show à l'amphi Gorges Besse, avec son et lumière. Consigne a manifestement été donnée aux directeurs de broser les salariés dans le sens du poil : les remerciements pleuvent, pour féliciter les salariés d'avoir atteint – et même dépassé – les objectifs, et les inciter à en faire encore plus en 2017. Les difficultés quotidiennes pour atteindre ces objectifs et les sujets qui fâchent sont soigneusement mis sous le tapis. De quoi donner envie de bouleverser les conventions !

## **Les ventes décollent, pas les salaires**

Les ventes mondiales de Renault ont bondi en 2016 de 13.3 % par rapport à 2015, un record depuis 2011. Et le directeur commercial France prévoit « *une année 2017 encore meilleure* ». Il n'y a que les salaires qui font du surplace.

## **Parce qu'on le vaut bien**

La première réunion de Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) sur les salaires, qui a lieu ce mardi 31 janvier, est consacrée au « bilan ». Avec aucune Augmentation Générale de Salaire (AGS) depuis 2014, c'est tout vu. Sous prétexte de crise, Renault a imposé la « modération salariale » lors du précédent accord de compétitivité. La crise a fait long feu. Renault a fait des résultats record ces dernières années. Tous les salariés doivent être augmentés. C'est ce qui s'appelle des AGS !

## **Prime contre salaire**

La direction s'est concoctée un planning sur mesure. Le 10 février elle annoncera les résultats financiers et le montant de la prime d'intéressement, et le 13, lors de la seconde réunion NAO, les mesures salariales. Celles-ci seront uniquement individuelles, comme il est convenu dans l'accord de compétitivité. La direction compte sur la prime d'intéressement pour faire oublier l'absence d'AGS. Mais le salaire de base, c'est ce qui est marqué sur sa fiche de paie tous les mois. Alors pour éviter l'ivresse d'un jour et la gueule de bois toute l'année, rien de tel que des AGS.

## **La Cour règle ses comptes**

La Cour des Comptes s'en prend à la gestion par le gouvernement de ses participations dans les entreprises. Et Macron en prend pour son grade : l'augmentation de la part de l'État dans le capital de Renault, payée au prix fort, a irrité ses dirigeants... sans avoir d'effet sur la rémunération de son PDG. La direction de Renault, auditionnée par la Cour, a renchéri : l'intervention de l'État aurait donné une mauvaise réputation à Renault. Pourtant la mauvaise réputation, le multi-PDG multi-millionnaire Ghosn s'en charge très bien tout seul.

## **Des allègements qui pèsent lourds**

Depuis janvier, un nouveau bulletin de paye « simplifié » est obligatoire. Les réductions de cotisations dites « patronales » (ce que les patrons appellent les « charges employeur ») doivent y figurer. Ces cadeaux fiscaux sont autant de salaire (différé et socialisé) en moins pour les salariés. Une idée pour simplifier : arrêter ces allègements qui ne créent aucun emploi mais tuent la protection sociale.

## **La mesquinerie comme crit'air**

Renault a annoncé à grand renfort de com', qu'il offrait la vignette Crit'Air aux acheteurs de véhicules neufs. 4,18 € la vignette : y a-t-il vraiment de quoi se vanter ? Qu'on se rassure, la générosité a ses limites : les salariés, qui achètent un véhicule Renault au BPV, et les acheteurs d'une voiture d'occasion, n'ont pas droit aux largesses de Renault. Faut pas pousser.

## **CAP 2020, ça commence aujourd'hui**

Un incendie dans l'usine d'un fournisseur tchèque la semaine dernière a perturbé la production à Renault Douai. Résultat : chômage technique à Douai... et à Renault Le Mans qui fournit aussi Douai. Suite au nouvel accord compétitivité, ces jours seront débités du Capital Temps Collectif, avec obligation de les rattraper par des samedis travaillés lorsque le CTC sera négatif. Entre flux tendu et accord de compétitivité, il est urgent d'imposer un changement de CAP !

## **La mécanique du profit**

Accords de compétitivité, réductions d'effectifs... Les stratégies de PSA et de Renault se suivent et se ressemblent. Après la fermeture de Renault Rueil, PSA veut en faire autant avec son site d'Ingénierie Mécanique de La Garenne-Colombes dans les Hauts-de-Seine. La direction de PSA lance une « étude » sur le transfert des salariés vers ses sites de Poissy et Carrières-Sous-Poissy, et jure qu'il ne s'agit pas de fermer La Garenne... comme pour Renault Rueil.

## **Une compétition qui n'est pas la nôtre**

La direction de Renault est fière d'annoncer qu'en 2016 les ventes mondiales de Renault ont dépassé celles de PSA. Une compétition qui se fait sur le dos des salariés de Renault, de PSA, des fournisseurs, et de leurs prestataires, intérimaires... Salaires, emploi, conditions de travail : ce sont les mêmes attaques partout. Essayons le combat commun !

## **La Souterraine et ses fossoyeurs**

Les salariés de GM&S Industry France, à La Souterraine dans la Creuse, ont bloqué le 24 janvier des sites logistiques de Renault et PSA, pour lesquels ils travaillent depuis des dizaines d'années. Le retrait des deux constructeurs menace de liquidation GM&S et ses 283 salariés. A mettre dans le bilan destructions d'emplois de Renault.